

Brochure n° 3179

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1534. – ENTREPRISES DE L'INDUSTRIE**  
**ET DES COMMERCE EN GROS DES VIANDES**

---

ACCORD DU 19 JANVIER 2017  
RELATIF À LA RÉVISION DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : ASET1750249M  
IDCC : 1534

---

Entre  
FNICGV  
CNTF  
FNEAP  
SYNAFAVIA  
Culture viande

D'une part, et

FGTA FO  
FNAA CFE-CGC  
FGA CFDT

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux de la branche de l'industrie et des commerces en gros des viandes ont fait le constat de la nécessité de mettre à jour les dispositions de la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes du 20 février 1969 étendue par arrêté du 31 décembre 1971 et ayant fait l'objet d'une première remise à jour par accord en date du 9 novembre 1988 et étendue à nouveau par arrêté du 10 août 1989.

C'est dans ce contexte qu'un groupe de travail paritaire restreint, mandaté par la commission paritaire nationale de la négociation collective (CPNNC), a été mis en place pour formuler des propositions d'évolution des dispositions conventionnelles.

Les objectifs poursuivis ont été :

- de mettre en conformité les dispositions conventionnelles au regard de la législation en vigueur ;
- de sécuriser juridiquement les entreprises de la branche et leurs salariés ;
- de simplifier la convention collective tant sur le fond que sur la forme.

Le groupe de travail, qui s'est clôturé le 14 avril 2015, a remis ses conclusions aux membres de la CPNNC. Ces éléments ont fait l'objet d'un premier tour de table lors de la réunion paritaire du 20 mai 2015.

Les partenaires sociaux de la branche ont souhaité ouvrir officiellement la négociation sur la révision de la convention collective par la conclusion d'un accord de méthode en date du 16 septembre 2015.

Cet accord, conclu pour une durée de 12 mois ayant expiré, les partenaires sociaux estiment nécessaire de prolonger la négociation par la conclusion d'un nouvel accord de méthode.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Objet de l'accord*

Le présent accord a pour objet d'une part d'acter l'engagement commun des partenaires sociaux pour engager une révision de la convention collective des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes, et d'autre part de définir une méthodologie précisant, conformément à l'article 3 de la convention collective citée en référence :

- les points dont la révision est demandée;
- les propositions formulées en remplacement;
- la cadence des réunions;
- la date limite d'aboutissement.

## **Article 2**

### *Points dont la révision est demandée*

Les partenaires sociaux de la branche conviennent que la révision porte sur l'intégralité de la convention collective, ce qui inclut les annexes, avenants, et accords conclus dans son champ d'application.

La négociation prendra en compte l'évolution du contexte juridique et économique mais également les demandes des entreprises et de leurs salariés.

Ainsi, sur la base des précédents travaux, un enrichissement du texte sera proposé sur quatre sujets principaux :

- cadrage de la relation entre les donneurs d'ordre et les sous-traitants;
- prévention, santé au travail, QVT, droit à la déconnexion;
- classifications et parcours professionnels;
- salaires (cadrage des éléments de rémunération, forfait jour),

Au cours de cette négociation, il pourra toutefois être décidé de conserver en l'état certaines dispositions, accords ou avenants.

## **Article 3**

### *Propositions formulées en remplacement*

Les précédents travaux ont conduit à l'élaboration d'un document global remis à la commission paritaire le 20 mai 2015.

Il s'agit d'un texte qui, lors de son entrée en vigueur, aura vocation à impulser une dynamique notamment dans les domaines de la santé et sécurité au travail, du dialogue social en intégrant de nouveaux chapitres dans la convention collective et plus largement d'apporter au secteur de la viande et aux entreprises une visibilité plus claire et moderne de la politique sociale.

Les propositions qui seront faites lors des prochaines négociations seront formalisées dans le document de travail global et communiqué à chaque évolution aux membres de la commission paritaire de la négociation collective qui statuera sur les articles finalisés.

## **Article 4**

### *Cadence des réunions et date limite d'aboutissement*

Le calendrier fixé pour la révision de la convention collective telle que prévue dans le présent accord est le suivant :

- CPNNC du 19 janvier 2017 :
  - prévoyance ;
  - classifications ;
  - relation donneurs d'ordres/sous-traitants ;
- CPNNC du 22 février 2017 :
  - NAO ;
  - CPNNI ;
  - classifications ;
- CPNNC du 26 avril 2017 :
  - prévention et santé au travail ;
- CPNNC du 20 juin 2017 :
  - finalisation du texte conventionnel.

Des groupes de travail paritaires seront mis en place sur les questions prévoyance et sous-traitance, notamment. Ils auront vocation à formuler des propositions à la CPNNC qui restera seule décisionnaire en matière d'arbitrage.

Il est convenu que d'autres réunions puissent, si nécessaire, être organisées avant la date limite d'aboutissement définie ci-dessous. Les ordres du jour prévisionnels ci-dessus ne sont pas définitifs et pourront être amenés à évoluer selon l'avancée des échanges paritaires.

La date limite d'aboutissement de cette négociation est fixée au mois de septembre 2017.

## **Article 5**

### *Dispositions finales*

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée de 9 mois. Il entrera en vigueur à compter de sa date de signature.

Il expirera automatiquement et sans formalisme particulier à l'issue de cette période.

Dès lors qu'il n'aura pas fait l'objet d'une opposition régulièrement exercée par une ou plusieurs organisations syndicales de salariés reconnues représentatives dans la convention collective nationale des entreprises de l'industrie et des commerces en gros des viandes, dans les conditions législatives et réglementaires en vigueur, le présent accord fera l'objet d'un dépôt auprès de la direction générale du travail du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, en application des dispositions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Paris, le 19 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)